NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

Distr.
LIMITEE

A/C.4/33/L.4
16 novembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
QUATRIEME COMMISSION
Point 93 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA RHODESIE DU SUD

Déclaration faite par M. Callistus Dingiswayo Ndlovu, du Patriotic Front, à la 12ème séance de la Quatrième Commission le 1er novembre 1978 1/

1. Monsieur le Président, distingués représentants à la Quatrième Commission, au nom du Front patriotique, fer de lance de la lutte de libération du Zimbabwe, je tiens à vous remercier de nous donner la possibilité de participer à ce débat sur le Zimbabwe. Puis-je aussi saisir cette occasion pour vous dire quel prix le Front patriotique accorde au soutien que la Commission continue d'apporter à notre peuple dans sa juste lutte contre la Rhodésie du Sud.

2. D'emblée, nous nous excusons de dire que nous sommes las des rapports que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord fait chaque année à la Commission et qui en général font ressortir l'inefficacité du Royaume-Uni, qui n'arrive pas à jouer le rôle qui est le sien dans la décolonisation de la Rhodésie du Sud. C'est devenu un rituel assez ennuyeux, à vrai dire, de voir les représentants du Royaume-Uni rendre compte devant la Commission des tergiversations de leur pays, face au régime de la Rhodésie du Sud. Si nous analysions le sens de ces rapports, nous verrions qu'on peut y lire entre les lignes un message adressé à la Commission dont la teneur est simplement que le Royaume-Uni n'a plus de solutions à offrir pour le Zimbabwe, si tant est que ces solutions aient jamais été viables.

3. Le rapport Bingham sur la violation par les sociétés britanniques, de connivence avec les Gouvernements successifs du Royaume-Uni, des sanctions économiques prises contre le régime de la Rhodésie du Sud, anéantit la crédibilité du Gouvernement britannique comme décolonisateur de la Rhodésie du Sud. Ceux qui se sont employés à soutenir le régime de Smith ne doivent pas s'attendre à ce que nous les considérions comme des amis. J'entends par là le Royaume-Uni lui-même,

---

1/ Texte distribué conformément à une décision prise par la Quatrième Commission à sa 12ème séance, le 1er novembre 1978.

la France, les Etats-Unis d'Amérique, en fait les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont les armes et les mercenaires permettent au navire rhodésien en détresse de rester à flot. Nous demandons à la Quatrième Commission d'examiner de façon critique, à la présente session, comment fermer toutes les portes par lesquelles la Rhodésie du Sud continue de commercer avec des pays qui en théorie appuient les sanctions économiques décidées par l'Organisation des Nations Unies contre le régime illégal de Ian Smith.

4. L'Assemblée générale examine, à la session en cours, les problèmes du Zimbabwe sur un fond d'actes de terrorisme et de violence croissants contre la population civile du Zimbabwe et les pays voisins, la Zambie, le Mozambique et le Botswana. Enhardi par son admission aux Etats-Unis alors qu'il voyageait avec un passeport illégal, M. Smith croit maintenant qu'il peut défier impunément l'opinion internationale, parce que ses alliés conservateurs en Occident l'ont assuré que la reconnaissance de son régime illégal ne saurait tarder. S'il considère les événements passés, M. Smith peut se rendre compte que ses alliés ont raison. N'ont-ils pas obligé le gouvernement Carter à lui accorder un visa? Qu'est-ce qui pourrait les empêcher maintenant d'obliger ce même gouvernement non seulement à lever les sanctions économiques, mais aussi à reconnaître le régime actuel?

5. Bien que la visite de M. Smith aux Etats-Unis ait été une énorme farce, et donc un échec total, l'opinion publique des Etats-Unis a le sentiment qu'elle a constitué pour le régime et les racistes qui l'appuient un stimulant psychologique et un chèque en blanc trompeurs. Paré de sa nouvelle respectabilité de rebelle qui a non seulement reçu un visa d'entrée aux Etats-Unis alors qu'il voyageait avec un passeport illégal, mais a été reçu au Département d'Etat des Etats-Unis, M. Smith croit maintenant qu'il peut se permettre de résister aux pressions qu'exerce sur lui le monde progressiste pour l'obliger à remettre le pouvoir à la majorité africaine du Zimbabwe. On a dit qu'au cours de leurs réunions secrètes, Smith et ses alliés du Congrès des Etats-Unis ont convenu d'adopter une stratégie qui permette aux membres conservateurs du Congrès favorables au régime de la Rhodésie du Sud de faire approuver par le Congrès un projet de loi portant levée des sanctions contre ce régime. Les principaux éléments de cette stratégie seraient les suivants :

a) Le régime de la Rhodésie du Sud doit déclarer qu'il est disposé à participer à la conférence envisagée de toutes les parties - tout en faisant tout son possible pour saboter cette conférence;

b) Le régime doit supprimer les mesures de discrimination raciale les moins importantes en vue de faire ressortir son caractère biracial;

c) On multipliera contre les pays voisins, à savoir la Zambie, le Mozambique et le Botswana, des incursions militaires pour lesquelles les membres africains du régime biracial endosseront une plus grande responsabilité, de manière à donner à la guerre un caractère de conflit entre Noirs et aux fantoches noirs un sentiment trompeur de responsabilité et d'importance.

6. Quand M. Smith et ses acolytes noirs sont arrivés aux Etats-Unis, ils se sont montrés au début entièrement opposés à une conférence de toutes les parties. En fait, c'est seulement après avoir rencontré des membres de la Commission des affaires étrangères du Sénat que M. Smith et son principal acolyte, Ndabaningi Sithole, ont commencé à dire qu'ils étaient disposés à participer à une conférence de ce genre. Il paraîtrait que quand M. Smith et les collaborateurs noirs qui l'accompagnent ont rencontré les membres de la Commission des affaires étrangères du Sénat, ceux-ci leur auraient rappelé qu'au cours de son dernier débat sur les sanctions, le Congrès des Etats-Unis avait notamment décidé que les Etats-Unis seraient obligés de lever les sanctions économiques contre le régime de la Rhodésie du Sud si celui-ci entamait des négociations sérieuses avec le Front patriotique. Ayant reçu cette assurance, M. Smith croit maintenant devoir appuyer l'idée d'une conférence de toutes les parties, tout en faisant tout son possible pour que, quand cette conférence échouera, (comme il sait que ce sera le cas, puisqu'il n'a l'intention de faire quelque concession que ce soit au Front patriotique) on rejette la responsabilité de cet échec sur le Front. Cela permettra à ses partisans au Congrès des Etats-Unis de soutenir que le régime de la Rhodésie du Sud a fait tout son possible pour satisfaire le Front patriotique en acceptant de participer à la conférence de toutes les parties. Des sources bien informées du Congrès donnent à entendre que les partisans de Ian Smith au Congrès envisagent de passer à cette deuxième manoeuvre pendant la prochaine session parlementaire.

7. Le plan tendant à accuser le Front d'entraver les progrès vers un règlement négocié revêt une si grande importance pour le succès de la stratégie de la Rhodésie du Sud, qui consiste à obtenir l'appui des Etats-Unis à l'Accord du 3 mars 2/, que le régime Smith n'a pas hésité à risquer de s'attirer l'opprobre du monde en attaquant des camps de réfugiés en Zambie pendant la visite de Smith aux Etats-Unis, de façon à ce que le Front patriotique raidisse son attitude à l'égard d'une conférence de toutes les parties. En d'autres termes, Smith et les collaborateurs noirs qui l'entourent ne veulent pas que cette conférence ait lieu. Tout ce qu'ils disent et ce qu'ils font à son propos, revient à exploiter la naïveté persistante que certains milieux officiels occidentaux entretiennent à propos des intentions de Smith. Cela signifie que si une conférence de toutes les parties était convoquée aujourd'hui, elle n'aboutirait à aucun résultat, à moins bien sûr que le Front patriotique n'accepte de participer à une réunion dont l'objet serait de modifier les termes de l'Accord du 3 mars. Il n'en est absolument pas question.

8. Si les Britanniques et les Américains sont favorables à la tenue d'une conférence de toutes les parties en nourrissant l'espoir fallacieux que le Front patriotique peut être amené à s'accommoder de l'esprit de l'Accord du 3 mars, ils feraient tout aussi bien de renoncer à la conférence, car cet accommodement est totalement inconcevable. Nous ne sommes pas naïfs au point de penser que nos objectifs de libération peuvent être conciliés avec les objectifs de ceux dont

---

2/ Voir A/33/23/Add.1, annexe, par. 57 à 63.

le rôle a été, et continue d'être, de soutenir le régime meurtrier de Ian Smith. Comme mon président, le camarade Joshua Nkomo, l'a dit "la conférence de toutes les parties est morte et enterrée". C'est là notre dernier mot. Si la conférence est morte, ce n'est pas à cause de l'intransigeance du Front patriotique. Loin de là! C'est à cause de la duplicité des Occidentaux et de l'insensibilité sournoise de Ian Smith, assassin fasciste auquel les Occidentaux ont essayé récemment de donner un air de respectabilité. Désormais, nous négocierons avec le régime raciste sur le champ de bataille.

9. Lors de ses dernières attaques contre les réfugiés en Zambie et au Mozambique, le régime de Smith a de nouveau fait ressortir combien il dépend des pays de l'OTAN sur le plan militaire. Dans ses attaques contre la Zambie, il a utilisé des hélicoptères français et des avions de reconnaissance des Etats-Unis. En outre, il existe des preuves d'un appui israélien croîssant en sa faveur. L'un des pilotes d'un bombardier rhodésien qui a survolé l'aérodromme zambien de Mumbwa parlait avec un fort accent américain, ce qui prouve bien que nombre de mercenaires américains participent aux opérations de l'armée rhodésienne.

10. Nous ne voulons pas vous ennuyer en répétant encore le récit des atrocités commises par la Rhodésie du Sud contre des régutiés au Mozambique et maintenant en Zambie. L'étendue de ces atrocités et la mesure de la brutalité des Sud-Rhodésiens contre des civils sans défense vous ont déjà été décrites lorsqu'on vous a relaté ce qui s'était passé à Chimoio et dans d'autres camps de réfugiés au Mozambique. Bien que les moyens d'information des pays occidentaux prétendent que les récentes attaques sud-rhodésiennes contre la Zambie aient visé à prévenir des incursions que les guérilleros se seraient apprêtés à commettre dans le pays au cours de la prochaine saison des pluies, nous soutenons que ces attaques du régime illégal ont eu fondamentalement le triple objectif suivant :

a) Venger l'attaque contre le Viscount d'Air-Rhodesia qui a été abattu, ce qui a causé la mort de 48 Blancs, dont 10 officiers de l'armée sud-africaine;

b) Remonter le moral des colons rhodésiens;

c) Durcir l'attitude du Front patriotique contre la conférence de toutes les parties.

11. Contrairement aux affirmations de la presse occidentale, ces attaques n'avaient pas principalement pour but d'empêcher l'incursion massive de guérilleros en Rhodésie du Sud à partir de la Zambie, puisque la plupart des objectifs visés par ces bombardements passifs n'étaient pas militaires; on peut citer par exemple le camp de réfugiés situé à 12 miles au nord de Lusaka et le camp de petites filles de Mkushi au nord-ouest de la capitale de la Zambie. Au cours des attaques aériennes entre les camps de réfugiés, les forces rhodésiennes ont utilisé des bombes au napalm, tuant 226 réfugiés sans défense, en blessant 629 autres, et détruisant toutes les installations existantes. Le camp de Mkushi a été attaqué par un commando aéroporté qui a tué 110 petites filles, dont 80 ont été alignées et fusillées par un peloton d'exécution composé de mercenaires qui avaient été posés à terre afin de mettre le feu au camp.

/...

12. Les colons sud-rhodésiens tirent peut-être une certaine satisfaction du massacre insensé d'enfants zimbabwéens, qu'ils se trouvent en Zambie ou au Mozambique. Mais il faut leur dire, s'ils s'aveuglent à ce point, que l'euphorie qu'ils peuvent ressentir est fallacieuse et qu'ils apprendront très vite que la partie est finie. Ils ont laissé passer toutes les occasions de négocier un règlement et, dorénavant, ils ne peuvent plus s'attendre qu'à la défaite que leur infligeront les vaillants combattants de la Zimbabwe People's Army (ZIPA) dont la capacité militaire n'a jamais été sérieusement diminuée par les lâches massacres de civils africains perpétrés de temps à autre par l'armée sud-rhodésienne. Comme leurs compatriotes qui sont impitoyablement exterminés par les forces sud-rhodésiennes à Chimoio, à Tembue et dans d'autres camps de réfugiés au Mozambique, il est vrai que les victimes du terrorisme rhodésien en Zambie ont péri, mais la cause pour laquelle elles sont tombées est plus vivace que jamais. Si M. Smith croit qu'à force de bombardements il obtiendra notre soumission, il se trompe lourdement. En fait, tout ce que ses bombardements lui rapporteront, c'est une action révolutionnaire.

13. Dans la déclaration qu'il a faite à la session en cours de la Quatrième Commission, le représentant du Royaume-Uni a dit 3/ : "Mon gouvernement espère que cette fois toutes les parties reconnaîtront que la négociation est le seul moyen de mettre rapidement fin à la guerre et que, dans l'intérêt du Zimbabwe et de toute sa population, elles accepteront de se rencontrer pour négocier un règlement qui instaurera réellement un gouvernement par la majorité et la paix dans le pays".

14. Cela sous-entend que le seul problème auquel aurait à faire face le Zimbabwe serait de mettre fin à la guerre. En outre, d'après cette déclaration, le Royaume-Uni jouerait un rôle d'arbitre impartial sans aucune autorité sur les parties, car le représentant du Royaume-Uni conclut en disant : "Quant à nous, nous sommes prêts à organiser une conférence dès que les parties seront disposées à y assister et que les conditions appropriées seront réunies." Nous rejetons l'affirmation selon laquelle le Royaume-Uni n'aurait aucun pouvoir sur ses colons au Zimbabwe. Le Royaume-Uni ne peut à la fois prétendre détenir une autorité juridique sur le pays tout en affirmant qu'il n'a aucun pouvoir sur ses colons racistes qui jusqu'ici ont été soutenus par le Royaume-Uni et ses alliés. Lorsque les Britanniques disent qu'ils sont "prêts à organiser une conférence dès que les parties seront disposées à y assister et que les conditions appropriées seront réunies", qu'entendent-ils par là? Que lorsque Smith aura complètement perdu le contrôle de la situation, ils seront là pour tenir une telle conférence. Ont-ils envisagé l'éventualité - tout à fait probable - qu'à ce moment-là nous ne soyions pas prêts à nous rendre à cette conférence? Et, dans ce cas, que feront-ils?

15. Nous savons en fait que dès que la situation commencera à se détériorer pour la minorité de colons au Zimbabwe, des troupes britanniques seront envoyées dans le pays sous prétexte d'appliquer un plan d'évacuation. Si le régime de Smith avait été composé de Noirs dès le début, c'est-à-dire depuis 1965, des troupes britanniques seraient intervenues quelques heures après la déclaration unilatérale d'indépendance.

3/ A/C.4/33/SR.10, par. 11 à 29.

Ceux qui peuvent imposer instantanément des sanctions économiques contre l'Ouganda ne peuvent nier leur racisme lorsqu'ils trouvent toutes sortes de prétextes pour justifier leur propre violation flagrante des sanctions économiques prises contre un régime illégal comme celui de Ian Smith.

16. Il nous coûte de dire qu'en l'absence de détermination de la part du Royaume-Uni d'orienter de manière décisive les négociations, la conférence de toutes les parties ne serait qu'une farce. Nous n'aurions, par conséquent, aucune raison d'y participer, puisque nous savons que ceux qui sont chargés de la convoquer n'ont pas l'intention de faire quoi que ce soit pour combattre ou tenir en respect la duplicité machiavélique d'un escroc politique comme Ian Smith. Toutes les tentatives antérieures de résoudre le problème rhodésien par un règlement négocié ont échoué parce que les Britanniques ont toujours été d'avis que l'aboutissement de ces tentatives dépendait de ce que ferait Smith. Nous sommes absolument persuadés que si une conférence de toutes les parties était convoquée aujourd'hui, M. Smith qui se donne maintenant des airs de respectabilité, accepterait de négocier seulement sur la base de son prétendu règlement interne. Mettant à profit la vague de racisme qui déferle actuellement sur les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, Smith rejetterait tout en bloc, même les propositions anglo-américaines, convaincu que lors de sa prochaine session, le Congrès des Etats-Unis voterait en faveur de la levée des sanctions économiques prises contre son régime. Lorsqu'il prétend être maintenant disposé à participer à la conférence de toutes les parties sans poser de préalable, il ment presque autant que lorsqu'il soutient ne pas être raciste.

17. Les choses étant ce qu'elles sont, que sommes-nous censés faire? Allons-nous continuer à nous laisser abuser par le régime qui a épuisé tous les choix crédibles? Il faudrait pour cela que nous soyons des imbéciles crédules! Le bombardement de nos camps de réfugiés en Zambie et au Mozambique, de même que toutes les atrocités insensées que le régime continue de commettre contre les Africains, prouvent à ceux qui sont lents à comprendre que le régime est disposé à lutter jusqu'à ce qu'il gagne la guerre ou jusqu'à notre capitulation sans conditions. Ce n'est que si le Front patriotique acceptait l'accord du 3 mars que la prétendue conférence de toutes les parties pourrait être un succès. Par conséquent, le peuple du Zimbabwe n'a d'autre choix que de continuer le combat jusqu'à la victoire complète. Oui il y aura encore d'autres souffrances humaines et l'économie de la Rhodésie du Sud sera détruite, mais comment parvenir à une liberté véritable sans sacrifices suprêmes? Dans un monde réel nous pourrions souhaiter qu'aucune de ces choses n'arrivent, mais dans le monde irréel de la Rhodésie du Sud où le pouvoir est entre les mains d'exploiteurs, nous savons que ces sacrifices sont inévitables!

18. Bien que le régime de Smith fasse des incursions désespérées dans les pays voisins, Zambie, Mozambique et Botswana, il n'en reste pas moins que, pour gagner la guerre, il doit écraser les forces de la ZIPA qui contrôlent actuellement 85 p. 100 du territoire. Ces forces ne se trouvent pas dans les camps de réfugiés de Zambie, du Mozambique ou du Botswana. Elles sont au Zimbabwe. Elles sont à Salisbury ou à Bulawayo. La capacité militaire de survie du régime ne doit pas être éprouvée sur des réfugiés sans défense, mais sur les forces courageuses de la ZIPA.

19. Je lance un appel aux membres de la communauté internationale pour qu'ils accroissent leur appui au peuple du Zimbabwe, qui lutte sous la direction dynamique du Front patriotique. L'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de ses institutions spécialisées, l'Organisation de l'unité africaine, les pays socialistes et d'autres pays progressistes du tiers monde continuent d'appuyer notre lutte. Nous désirons exprimer notre gratitude à ces organisations et à ces pays. Comme nous l'avons déjà dit, bien que les pays occidentaux se plaisent à parler de la nécessité de parvenir à un règlement négocié, dans l'ensemble, leur rôle a été de soutenir le régime de la Rhodésie du Sud. Ils ont proposé document sur document tant sur la Namibie que sur le Zimbabwe sans qu'aucun progrès ne soit enregistré. Selon les pays occidentaux, c'est l'Afrique du Sud qui détient les clefs de tout règlement acceptable. Bien qu'ils prétendent être parvenus à une solution de compromis avec l'Afrique du Sud en Namibie, l'Afrique du Sud a déjà fait savoir qu'elle appliquerait sa version d'accord interne. Aujourd'hui, les régimes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud sont plus étroitement liés que jamais et ils ont coordonné leurs stratégies contre les mouvements de libération. Il y a de grandes analogies en ce qui concerne le moment choisi et les tactiques employées lors des massacres des réfugiés namibiens en Angola, auxquels s'est livrée l'Afrique du Sud, et les récentes attaques de la Rhodésie du Sud contre les camps de réfugiés en Zambie. Dans les deux cas, les régimes racistes ont perpétré leurs attaques après avoir convenu avec les pays occidentaux de négocier avec les mouvements de libération. Qui pis est, dans les deux cas, ils ont agi avec la participation de troupes sud-africaines.

20. Les pays occidentaux qui ont essayé de faire du paria qu'est l'Afrique du Sud un membre respectable de la communauté internationale devraient savoir que loin d'améliorer l'odeur d'un putois en le désodorisant, on la rend pire. Tous les parfums ou désodorisants politiques du monde ne sauraient altérer l'odeur du putois sud-africain. L'élection de M. P. W. Botha comme premier ministre de l'Afrique du Sud est une nouvelle preuve d'une vérité historique, à savoir que le fascisme ne peut pas se réformer lui-même. Nous avons aussi été informés que M. Smith, comme l'a fait avant lui M. Vorster, va démissionner après le mois de décembre pour laisser sa place à quelqu'un d'autre. Lorsque Smith sera devenu le soi-disant président de la Rhodésie et qu'un de ses racistes du Front rhodésien assumera ses fonctions actuelles, les pays occidentaux diront sans doute que ce changement représente un grand pas en avant, comme si le problème tournait autour de Smith en tant qu'individu. En d'autres termes, à mesure que la situation devient plus désespérée aussi bien pour l'Afrique du Sud que la Rhodésie du Sud, nous pouvons nous attendre à ce que ces deux pays se rapprochent encore davantage.

21. Nous demandons donc instamment à la Commission de condamner l'Afrique du Sud pour son intervention directe au Zimbabwe. L'Afrique du Sud a, à un moment donné, prétendu avoir retiré ses forces du Zimbabwe, mais ce qu'elle a fait en 1975 c'est de retirer ses uniformes, non ses troupes. L'Afrique du Sud continue à jouer le rôle d'intermédiaire entre la Rhodésie du Sud et le monde extérieur. L'Afrique du Sud fournit au régime de la Rhodésie du Sud les armes qu'elle obtient de certains pays de l'OTAN. Commercer avec l'Afrique du Sud revient ainsi à commercer avec la Rhodésie.

22. Je désire pour conclure déclarer que nous sommes décidés à ce que cette saison des pluies soit la dernière pour Smith et ses acolytes noirs. Non à la conférence de toutes les parties! Oui à la lutte armée! Le Zimbabwe vivra libre!